

Commission paritaire

-
-

Une nouvelle Commission Paritaire s'est tenue le 6 mai 2015 avec l'ordre du jour suivant :

1. Dernière Relecture du projet d'avenant relatif à la formation professionnelle continue tel qu'adressé par le SDD par courriel du 11 février 2015, avant communication pour signature.

Le SDD présente son projet où il apparaît, une fois de plus, qu'aucune des demandes des OS n'a été retenue. Le seuil de 1.6% de cotisation est abaissé à 1% et **FORCE OUVRIERE** rappelle que c'est, bien entendu, au détriment des salariés. Pour **FORCE OUVRIERE** l'imminence du problème se trouve au niveau du CIF et laisse présager à court terme de gros soucis sur le financement du CPF. Ainsi, le conseil de gestion à l'AFDAS pour le CIF comprend la publicité qui cotise plus de 6.000.000€ et la distribution directe qui, elle, cotise 669.000€ ! En 2014, 51 dossiers pour un total de 673.919€ ont été acceptés et rien qu'au mois de mars 2015, sur un total de 21 dossiers 7 concernaient la Distribution Directe. **FORCE OUVRIERE**, avec l'appui des autres OS présentes au conseil de gestion, affirme que 0.2% sont largement insuffisants et qu'il faut majorer cette contribution.

Le SDD considère que la mutualisation avec la publicité est suffisante tout comme la contribution volontaire de 0.05%, le tout étant déjà assorti d'une clause de revoyure. Comprenant que l'accord n'a aucune chance d'être signé, le SDD consent à renégocier l'avenant et **FORCE OUVRIERE** répond que si verbalement le SDD s'engage sur certaines demandes, **dorénavant**, elles devront figurer par écrit dans l'avenant. Sinon l'avenant est voué à l'échec.

L'accord s'il est signé devra être respecté par TOUTES LES ENTREPRISES DE LA BRANCHE !

2. Reprise de la discussion relative à la NAO 2015 avant (très probablement) la signature d'une recommandation patronale

En continuité avec le point précédent, et à la suite de la remarque développée par la CFTC (courriel du 10 avril), sera évoquée l'indemnisation kilométrique dans la branche.

La NAO 2015 se soldera par un PV de désaccord suivi d'une recommandation patronale qui se contentera de maintenir les écarts entre les niveaux les plus bas comme il est prévu dans la convention.

Un débat s'instaure sur le fait que le 5 mai (la veille) la NAO 2014 a été signée chez Adrexo et que la recommandation patronale stipulant qu'une prime de 300.000€ serait attribuée aux salariés du collègue « employés » n'a pas été appliquée contrairement à Mediapost qui a distribué des primes à tous les employés.

Adrexo explique que 150.000€ ont été consacrés au passage de 150 salariés de 1.1 à 1.2 et que les 150.000€ restants sont affectés aux IK et à la compensation de la baisse programmée de 1 centime soit pour un montant de 15 millions de kilomètres parcourus. Une partie du SDD et les OS rappellent que cette prime est une mesure prise en branche et que la négociation en entreprise ne devait concerner que les modalités d'attribution.

Le débat s'envenime, certains demandant à ce que la DGT soit saisie et **FORCE OUVRIERE** tente de calmer le jeu en rappelant que la NAO d'entreprise signée le 5 mai 2015 concerne l'année 2014 et qu'à l'avenir, il faudra être plus vigilant.

Quant aux IK, il est rappelé que leur taux n'est pas du ressort de l'entreprise, mais de la branche.

A ce jour, aucun document n'est paru concernant le changement du taux de ces IK. **FORCE OUVRIERE** rappelle que jusqu'en 2013, le SDD communiquait le taux de l'IK (calculé selon les critères de l'avenant 12). Si cela avait été fait comme il était d'usage, il y a fort à penser que l'artifice de la baisse des IK n'aurait pas été utilisé.

3. Communication sur les conclusions des groupes de travail successifs tenus les 11 février, 18 mars et 15 avril.

Le vice-président du SDD demande si les OS veulent ou non continuer à travailler sur la CCNV2 et si une signature est envisageable en septembre pour une application rapide. Il explique être pleinement satisfait du système « Distrio » et le directeur général d'Adrexo demande si tout le monde est d'accord pour signer. Alors, ajoute-t-il, il sera opérationnel fin 2016 début 2017.

FORCE OUVRIERE doute de la crédibilité de ce dernier, rappelant qu'un accord a été signé le 3 juillet 2012 où il était écrit que fin 2013 l'ensemble des secteurs seraient à jour concernant les mesures de PRE/PDI et qu'à ce jour rien n'a encore été fait sinon une mesure de 700 secteurs (sur 61.000) par an.

FORCE OUVRIERE rappelle que les mesures de tests de 2013 n'ont pas été suivies d'effet et que les heures ne sont toujours pas payées. **FORCE OUVRIERE** demande comment seront payées les heures en plus actuellement comptabilisées pendant la période de tests.

La direction d'Adrexo répond qu'à terme, après la phase de tests, le temps sera payé.

Mais pas pendant la période de tests, puisque ce sont des tests. **FORCE OUVRIERE** constate que le discours est toujours le même. Toujours un moyen pour ne pas payer, mais il reste les Prud'hommes qui valident les tests et ordonnent de payer.

Depuis 2007, ajoute **FORCE OUVRIERE** c'est le même leitmotiv. Des procédures sont prévues puis annulées en fonction des changements à la tête du SDD.

Le SDD répond que cela aurait été plus vite si les OS avaient signé et **FORCE OUVRIERE** répond qu'en effet, aux yeux du SDD, seules les OS qui signent sans sourciller sont responsables.

FORCE OUVRIERE rappelle que la déclaration du temps de travail, sous quelque forme que ce soit, concerne l'ensemble des tâches du distributeur, de l'arrivée au dépôt jusqu'à la fin de sa prestation et qu'il est hors de question d'y inclure la moindre notion de préquantification.

Ce que refuse le SDD en ce qui concerne la préparation à domicile.

FORCE OUVRIERE demande quel crédit accorder au SDD qui veut mettre en place une étude sur la préparation et qui omet les spécificités de la préparation à domicile.

Pour **FORCE OUVRIERE** et d'autres OS, la confiance n'y est plus et en réponse à un intervenant mettant toute sa méfiance sur le compte d'une entreprise qui ne respecte aucune des règles mises en place, **FORCE OUVRIERE** répond que le SDD est un tout et que nous assistons en fait à une pantalonnade où les intervenants sont complices. **FORCE OUVRIERE** fait le parallèle avec un célèbre ministre de l'Intérieur des années 70 qui parlait de « copains et de coquins ».

A l'heure actuelle, **FORCE OUVRIERE** ne signera pas l'accord proposé.

La prochaine réunion est fixée au 10 juin à 9h30'

Paris, le 11 mai 2015